

Bilan en demi-teinte pour l'intégration des immigrés et de leurs enfants

Alors que certaines populations « décrochent », une classe moyenne issue de la diversité émerge

Si est un sujet qui préoccupe les exécutifs européens – Angela Merkel en Allemagne, David Cameron au Royaume-Uni – et dont se nourrit l'extrême droite, notamment en France, c'est celui de l'intégration des immigrés et de leurs enfants. Un sujet dont le bilan, par essence, est délicat à établir. Les études françaises produites sur le sujet ces dernières années permettent toutefois d'en dresser un tableau en demi-teinte.

Des chiffres inquiétants Le taux de chômage des immigrés est de 1,5 à deux fois supérieur à celui des natifs français. Cet écart se retrouve dans d'autres pays européens. Mais, en valeur absolue – plus de 12% des immigrés étaient au chômage en 2008, en France – c'est l'un des plus élevés des Etats membres de l'Organisation de coopération et développement économiques (OCDE). La crise a toutes les chances de l'avoir aggravé. Ces

« Les immigrés et leurs enfants ne s'intègrent pas si mal que ça si on regarde le contexte de chômage qui sévit depuis 1975 »

Patrick Weil
chercheur au CNRS

résultats ne sont pas meilleurs pour la deuxième génération. Alors que l'écart des taux de chômage des primo-arrivants était de 5 à 7 points supérieur à celui des natifs en 2008, selon les derniers chiffres de l'OCDE, pour leurs enfants, il était de 10 points.

Ce constat se retrouve aussi en matière d'éducation. D'après la dernière enquête PISA menée auprès de jeunes de 15 ans dans les pays de l'OCDE, les élèves issus de l'immigration ont au moins deux fois plus de risques d'être parmi les « peu performants ». Une situation comparable à celle de l'Autriche ou de la Suède, mais près de trois fois moins bonne qu'au Canada ou en Australie.

Les populations d'origine africaine en décrochage Avec l'essor des études fondées sur des statistiques ethniques, on sait désormais qu'il y a des différences importan-

tes d'intégration selon le pays d'origine des immigrés. D'après une enquête de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) du 16 novembre, les descendants d'immigrés maghrébins sont ceux qui connaissent le plus de difficultés sur le marché du travail. Entre 2005 et 2009, leur écart de taux d'emploi avec les natifs français était de 20 points – contre 6 points pour ceux originaires d'Europe de l'Est.

Un élément qui se retrouve dans les enquêtes sur les dépenses sociales. D'après un travail mené en 2006 par Didier Gelot, secrétaire général de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, en collaboration avec Claude Minni, statisticien, les immigrés du Maghreb et d'Afrique subsaharienne représentaient pour chaque minimum social 11 à 13% des allocataires, « soit environ trois fois plus que leur poids dans la population des 25-64 ans ». Une tendance qui se confirmait pour leurs descendants, contrairement à d'autres pays où la deuxième génération était « moins présente que les Français d'origine ».

Une analyse partagée des chercheurs Ces chiffres relativement sombres suscitent des analyses pessimistes de certains chercheurs. Ainsi de Pap Ndiaye, historien et maître de conférence à l'école des hautes études en sciences sociales (EHESS), qui voit en France une évolution « à l'américaine ».

Trois groupes se forment, selon lui. D'un côté, « une élite qui s'en sort plutôt bien – avec ou sans les mécanismes de type discrimination positive ». Au milieu, « un groupe moyen qui flotte et évolue en fonction de la conjoncture économique » : sociologiquement proche des « classes populaires françaises », il est composé d'employés et d'ouvriers qualifiés. Enfin, un « groupe qui décroche », et que l'on retrouve en partie en banlieue.

Patrick Simon, socio-démographe à l'Institut national d'études démographiques (INED), rejoint cette analyse de « décrochage » et s'inquiète en particulier du sort des populations d'origine algérienne. « En théorie, ce devrait être les plus assimilées, note-t-il. Elles sont peu organisées en association, maintiennent peu de lien avec leur pays d'origine et pourtant, pour elles,

c'est comme si tout fonctionnait à l'inverse. » Une situation qui serait le résultat de discriminations plus fortes pour elles que pour les autres, notamment du fait de la « couleur de peau ». D'après M. Simon, les politiques publiques d'aide aux défavorisés devraient être plus « ciblées ».

Parmi les chercheurs, il en est toutefois qui font un bilan de l'intégration à la française un peu plus optimiste. Ainsi Patrick Weil, historien, chercheur au CNRS, et professeur associé à l'université de Yale (Etats-Unis). « Les immigrés et leurs enfants ne s'intègrent pas si mal que ça si on regarde le contexte de chômage qui sévit depuis 1975, dit-il. On est obsédé parce que l'on voit [comme les violences dans les banlieues] mais on ne s'intéresse pas à ce que l'on ne voit pas et on manipule l'opinion comme ça ! » Pour M. Weil, il suffit notamment de « faire une recherche dans les pages jaunes des grandes villes de France ». En regardant les noms de ceux qui exercent des professions libérales (médecin ou avocat), « on se rend vite compte du grand nombre à consonance étrangère ».

M. Weil rejoint ainsi Claudine Attias-Donfut, directrice de recherche à la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) et coauteur du *Destin des enfants d'immigrés* (Stock, 2009). Pour elle, « l'intégra-

tion fonctionne en général, il y a simplement des problèmes de politique urbaine ». D'après M^{me} Attias-Donfut, quand on compare les parcours entre immigrés et natifs « à caractère socio-démographique égal », les choses se « lissent ».

Selon ses travaux, « il y a plus de cadres chez les enfants d'ouvriers immigrés que chez les enfants d'ouvriers français d'origine ». Les premiers feraient également des études plus longues que les seconds. Si leur insertion sur le marché de l'emploi est compliquée, ce serait en partie du fait d'un manque de « réseau », leur présence en France étant plus courte que la population majoritaire.

L'émergence d'une classe moyenne Selon M^{me} Attias-Donfut une « classe moyenne » issue de l'immigration a aujourd'hui émergé. Un groupe de plus en plus qualifié « avec les codes sociaux qui vont avec », renchérit Soumia Belaidi Malinbaum, présidente de l'Association française des managers de la diversité (AFMD). Mais « une classe moyenne silencieuse et qui le restera ». D'après elle, les entreprises du CAC 40 l'ont déjà compris et ont un rôle moteur. « Certes, pour deux millions d'entreprises, on est encore loin du sujet. Mais beaucoup ont vu que cela pouvait avoir un impact positif pour le développement à



l'étranger ou dans la compréhension des marchés, par exemple en cosmétiques chez L'Oréal ».

S'il demeure un « plafond de verre » pour les jeunes issus de l'immigration, d'après M^{me} Belaidi Malinbaum, c'est en partie par-

ce qu'ils « s'autostigmatisent ». Pour elle, « les politiques ont un train de retard dans les discours qu'ils tiennent à l'opinion publique ». La diversité c'est la « suite de l'histoire ». ■

Elise Vincent

« Assimilation » ou « intégration », le sens politique des mots

LE CONCEPT d'« assimilation » des immigrés est en train de prendre le pas sur celui d'« intégration » dans le langage politique français. On a pu l'entendre, le samedi 11 décembre, dans la bouche du premier ministre, François Fillon, lors du conseil national de l'UMP. Le lire, le 13 décembre, dans le cadre d'une interview accordée au *Monde* par le conseiller spécial du chef de l'Etat, Henri Guaino. Il est aussi présent dans plusieurs amendements du projet de loi immigration, actuellement en navette au Parlement.

Or, à en croire les spécialistes, ce regain du terme « assimilation » – il était tombé en désuétude dans les années 1980 – signifie, sur le fond, plus qu'un simple glissement sémantique. Même si dans leur emploi, les mots « inté-

gration » et « assimilation » sont « assez proches », selon Pap Ndiaye, historien et maître de conférence à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), le premier « avait quelque chose de plus accueillant par rapport à la diversité ». Pour lui, avec « l'assimilation », on demande aux immigrés « de se comporter en tous points pareillement que ceux que l'on appelle "Français" ». C'est une vraie « injonction », note-t-il.

Or, déplore Patrick Simon, socio-démographe à l'Institut national d'études démographiques (INED), que l'on emploie ou pas le mot « assimilation », « il serait important de définir avant ce que l'on croit être l'intégration ». Pour les immigrés dernièrement arrivés en France, « l'intégration telle qu'on l'entend, c'est-à-dire le

fait de devenir invisible selon les modalités historiques que l'on a connu jusqu'à présent [comme les Italiens ou les Portugais, par exemple] ne va pas se produire ». Notamment du fait de la « couleur de peau ». « Les immigrés d'origine maghrébine ou subsaharienne, même s'ils le voulaient, ne le pourraient pas », rappelle-t-il.

Débat « absurde »

Pour Patrick Weil, historien, chercheur au CNRS et professeur associé à l'université Yale (Etats-Unis), le débat entre les mots « intégration » et « assimilation » est « absurde ». Aux Etats-Unis, d'après lui, pays souvent pointé du doigt pour son modèle « communautariste », « il y a aussi de l'assimilation au sens littéral du terme, soit le fait de rendre sembla-

ble ». Il prend pour exemple l'hymne américain, chanté à l'ouverture de chaque match de football.

La réalité, selon M. Weil, c'est qu'il « n'y a pas d'opposition entre "assimilation" et "diversité" ». « Il y a des moments où chacun d'entre nous aspire à être traité comme ses semblables devant les institutions et d'autres où il demande à être reconnu dans sa particularité culturelle », résume-t-il.

Le problème, note encore M. Weil, rejoignant ainsi M. Simon, c'est que « les hommes politiques français ne savent pas ce qu'ils veulent assimiler ». Or, d'après lui, « si l'intégration se produit bien dans la vie quotidienne, les autorités politiques entretiennent un climat qui a des effets plus ou moins négatifs ». ■

E.V.